

Préface

par Jean-Pierre Hauet ³

Pourquoi un nouvel ouvrage ?

Il n'est pas facile d'écrire sur le développement durable. En si peu de temps, tout semble avoir été dit et le sujet même a du mal à résister à la lassitude des choses trop souvent entendues. Pourtant le développement durable appelle une action persévérante et opiniâtre que ne doivent pas venir contrarier ou décourager les vicissitudes des modes.

L'action du Forum Mondial du Développement Durable (FMDD) s'inscrit dans la durée : elle s'intéresse moins aux effets de manche et aux gros titres qu'à une analyse en profondeur des causes du malaise et de l'anxiété qui sont à l'origine de l'émergence du concept de Développement Durable et qu'aux réponses que l'on peut leur apporter.

La décision de publier un ouvrage de synthèse sur le développement durable dans le monde a été prise à l'issue du premier symposium tenu Paris par le FMDD en novembre 2003. Ce Forum, placé sous le Haut Patronage du Président de la République Française, fut un immense succès et rassembla plus de 1200 participants au Centre International des Conférences de Paris. Son programme et le résumé de ses actes sont accessibles sur le site du Forum www.equitable-forum.org La diversité et la richesse des contributions et des discussions furent telles qu'il apparut souhaitable d'ordonner les données et les idées afin de disposer d'un référentiel permettant de progresser dans la réflexion, à l'occasion notamment des forums à venir et de donner à tous ceux qui s'intéressent au Développement Durable des éléments de base pour leur réflexion, personnelle ou collective.

Ainsi naquit l'idée de ce panorama sur le Développement Durable dans le monde dont la responsabilité -et je l'en remercie- me fut confiée par Emile Malet. Le projet était difficile. Le Développement Durable n'est pas une science « dure » et ses contours dépendent des auteurs. Mais, avec un petit groupe de contributeurs, chacun spécialiste réputé dans son domaine de compétence, nous décidâmes de tenter l'aventure. "*Ce n'est pas parce que les choses sont difficiles que nous n'osons pas, c'est parce que nous n'osons pas qu'elles sont difficiles*", disait Sénèque. Donc nous osâmes et le résultat est aujourd'hui ce livre, « *Pour que revive la Planète* », perfectible certes, et qui sera, dans ses éditions ultérieures, revu, corrigé, actualisé et complété, mais qui constitue déjà, en l'état, un ouvrage de caractère unique.

Unique parce qu'il réunit à la fois des données de base factuelles, tirées pour la plupart de sources internationalement reconnues, rassemblés dans quelque 75 tableaux et 122 illustrations auxquels chacun pourra se référer, et des points de vue, certes discutables, mais qui constituent des bases de discussion pertinentes sur chacun des sujets abordés. « *Pour que revive la Planète* » n'est pas une encyclopédie du Développement Durable. C'est un essai d'expression d'une pensée collective, celle du FMDD et de la revue Passages qui le patronne, au travers de contributions d'auteurs, engagés dans leurs visions, par essence subjectives, mais qui s'appuient sur des faits qui, comme chacun sait, sont têtus.

Unique également parce qu'il cherche à aborder le développement durable dans sa globalité et dans l'esprit de pluridisciplinarité qui caractérise la revue Passages. Il fallut pour cela se mettre tout d'abord d'accord sur la notion de Développement Durable. Cet ouvrage devait être conçu en fonction d'une vision du Développement Durable partagée par le Forum. La définition classique du rapport Brundland de 1987 : « *Un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs* » est apparue à cet égard trop restrictive car trop axée sur la seule nécessité de préserver le patrimoine à léguer aux générations futures.

³ **Jean-Pierre Hauet**, Délégué général adjoint du Forum Mondial du Développement Durable, est le rédacteur en chef du présent rapport. Ingénieur en Chef des Mines, ancien Directeur du centre de recherche d'Alcatel et ancien Chief technology officer d'ALSTOM, il est actuellement Associate Partner de BEA Consulting.

Le développement durable revisité

Le FMDD, et le présent ouvrage traduit cette vision, a estimé qu'il était nécessaire de mettre davantage l'accent sur les transversalités qui sont à la base du Développement Durable et a opté pour la définition suivante :

« Le Développement Durable résulte d'un ensemble d'actions publiques ou privées qui visent à satisfaire les besoins essentiels et la santé des populations, à organiser une croissance économique au profit du mieux-être de l'homme et à assurer une cohésion sociale qui tienne compte des diversités culturelles, en étant attentif à ne pas compromettre la capacité des générations futures de répondre à leurs besoins ».

Cette approche du Développement Durable se place dans une vision mondiale et dans une optique de long terme intégrant les préoccupations intergénérationnelles. Dans le même temps, elle reconnaît la nécessité de construire un présent, fondé sur des formes de croissance économiques qui soient profitables à l'ensemble des populations, riches ou pauvres, au regard des critères d'efficacité, d'équité et d'éthique.

Cette définition, si elle rend mieux compte des transversalités qui supportent le Développement Durable, ajoute à la complexité du sujet et l'élaboration d'un sommaire a bien évidemment été un acte fondateur difficile. Un sommaire est par définition linéaire comme l'est en règle générale la lecture d'un texte. L'approche est nécessairement sectorielle parce que l'esprit humain s'en accommode et parce qu'il n'existe pas de façon, autre que l'image, de transmettre une vision synthétique d'un problème. Mais comment bâtir une fresque ou une gigantesque tapisserie qui soit celle du Développement Durable ? Il a donc bien fallu concevoir un sommaire et s'y tenir. Mais la pensée reste globale comme l'est précisément le concept du Développement Durable. Tout est dans tout et les corrélations sont la règle, trop souvent assimilées à des liens de causalité. Bien sûr, il existe un lien entre consommation d'électricité et mortalité infantile ou entre croissance économique et taux de scolarisation. Mais la croissance économique est-elle le résultat de l'éducation et de la formation ou bien les enfants restent-ils à la maison ou attachés aux travaux qu'on leur confie parce qu'on n'a pas les moyens de les envoyer à l'école ? La réponse est ailleurs. L'évolution ne s'est pas faite de façon sectorielle. La situation actuelle est un tout qui résulte d'un passé et d'évolutions extraordinairement complexes dans lesquelles les aspects techniques, économiques, sociologiques, culturels, religieux etc. n'ont cessé d'interférer. Ecrivant cela, nous répondons par avance à la critique qui ne manquera pas d'être faite de disparité de l'ouvrage. Cette disparité est consubstantielle au Développement Durable. Le Développement Durable est dans tout et est resté trop longtemps subliminal. Parler aujourd'hui du Développement Durable, c'est parler du futur de l'Homme et qui oserait soutenir que ce futur tient en quelques paramètres ?

Au-delà d'un sommaire, indispensable pour l'exposé des faits et des analyses, il fallait aussi un fil conducteur pour la structuration de la réflexion. Les conclusions du Forum de novembre 2003 nous y ont aidés, en mettant en évidence cinq thèmes principaux de réflexion pour l'avenir :

- L'accès des populations aux biens essentiels, passages obligés du développement, notamment la santé, dans les pays les moins avancés économiquement mais aussi dans les pays développés où des poches de précarité apparaissent,
- La relance d'une croissance économique dans les pays les plus évolués qui puisse réduire les inégalités et préserver la diversité culturelle,
- L'organisation de relations financières, commerciales, culturelles, sanitaires et technologiques équitables entre les pays du Nord et les pays du Sud, à travers des partenariats équilibrés,
- La préservation de l'environnement par l'ensemble des acteurs de la vie économique, dans les pays développés comme dans les pays les plus pauvres, et la sauvegarde des ressources naturelles, tout particulièrement des ressources non renouvelables ou limitées,
- Le renouveau du rôle stratégique et régulateur du Politique aux différentes échelles, par une nouvelle gouvernance, porteuse des enjeux de long terme.

Le présent ouvrage permet de prendre la mesure des progrès réalisés sur ces différents plans et d'appeler l'attention des responsables politiques sur le creusement des écarts.

Le pire n'est jamais sûr

Il ne faut pas tomber dans le pessimisme voire le catastrophisme qui caractérisent souvent les publications, aussi bien intentionnées qu'elles soient, sur la dégradation de l'environnement ou sur le délabrement économique des pays encore sous-développés. Pas d'angélisme non plus, car le Développement Durable fait souvent l'objet de récupération par les circuits économiques et politiques où le discours s'efforce de masquer l'inaction.

Un premier point extraordinairement positif reste cependant la prise de conscience par les populations et par ceux qui les dirigent de l'impérieuse nécessité de l'action. « *La joie de l'âme est dans l'action* » disait *Lyautey*. Mais il y va aussi de la survie de notre planète, de centaines de millions de personnes en état de précarité et de l'avenir de nos enfants. Cette prise de conscience est encourageante et nouvelle pour beaucoup, mais elle se heurte à deux difficultés considérables :

- d'une part la renaissance de l'individualisme dans l'inconscient collectif qui fait que l'acte diffère de la parole même lorsque le discours est tenu avec sincérité. On sait le temps qu'il a fallu pour que les Français acceptent de modifier leur comportement sur les routes alors que chacun était prêt à reconnaître le caractère intolérable des carnages du week-end. Or l'individualisme doit être pris au sens large : il concerne les individus mais aussi les collectivités, les nations voire les Etats qui, confrontés à un monde économique de plus en plus difficile à suivre, ont des tendances au repli sur soi et à la prévalence des égoïsmes ; sur ce point, la responsabilité des hommes politiques est grande pour promouvoir, selon l'expression à la mode, « une conscience citoyenne », mais la régnance de ceux qui les ont élus l'est tout autant.
- d'autre part l'obstacle du temps. Nous vivons dans une période de temps court où chacun veut avoir tout de suite ce qu'il désire et où, sur les plans économique et financier, les exigences de rentabilité l'emportent nécessairement sur celles du long terme. Réhabiliter le temps long constitue l'un des objectifs premiers du Développement Durable. Redonner du crédit à la réflexion, accepter dans les entreprises un effort de prospective suffisant, développer les partenariats entre public et le privé –seul moyen de contourner l'obstacle dirimant de la rentabilité économique à court terme- sont autant de voies qu'il faut davantage promouvoir.

Un deuxième point positif est la rapidité avec laquelle les évolutions dans le bon sens peuvent parfois s'opérer, à partir du moment où les conditions en sont réunies. L'extrapolation est mauvaise conseillère et il existe fort heureusement des points d'inflexion voire de rupture au delà desquels le cours des choses reprend la bonne direction au point de rattraper le passé.

Le phénomène le plus marquant de ces dernières années est évidemment l'émergence de la Chine qui sort du bas du tableau des pays attardés pour se hisser au rang de grande puissance économique, financière et bientôt hélas militaire, à une vitesse que personne n'aurait osé supposer même si la tendance lourde avait été prédite depuis longtemps par des politiques éclairés. Le Chine usine du monde comme l'était l'Angleterre au XIXème siècle, la Chine banquièrre des Etats-Unis avec des excédents commerciaux en passe de rattraper ceux du Japon, la Chine premier marché mondial des téléphones portables, la Chine équipée à plus de 95% en électricité même dans ses contrées les plus reculées... L'exemple doit être médité même s'il peut inquiéter.

Sur un plan plus sectoriel, on connaît les progrès observés sur la qualité de certains cours d'eau mais on pourrait tout autant mentionner les résultats remarquables obtenus dans le domaine de la santé. La reconstitution de la couche d'ozone est également un domaine où des résultats positifs sont en passe d'être constatés.

Il ne s'agit pas ici de faire preuve de naïveté mais de contrecarrer le discours pessimiste trop souvent entendu, selon lequel tout va de plus en plus en mal. A l'échelle de la planète, qui n'a entendu parler dans sa jeunesse des problèmes de surpopulation et de famine assurées? Certes le problème de la faim reste pour plus de 800 millions de personnes dans le monde une situation intolérable. Mais cette situation n'est pas le résultat d'une pénurie intrinsèque -chacun sait l'importance des excédents agricoles dans les pays développés- mais de déficiences graves dans les circuits et les organisations économiques et politiques. A une époque où le problème de la surpopulation de la planète s'estompe, une réponse à ce problème peut être trouvée si une volonté suffisante de le traiter se concrétise.

Faisons confiance à la technique dans les limites qui sont les siennes

Peut-être du fait de notre passé d'ingénieur, nous croyons que le progrès technique demeure l'une des possibilités majeures permettant d'apporter des solutions aux problèmes auxquels le développement durable est confronté. Nous ne pensons pas que l'épuisement des ressources énergétiques traditionnelles soit de ceux qui ne reçoivent en leur temps une solution. Comment d'ailleurs trouver dramatiquement trop chères les ressources en pétrole alors que les pays européens se permettent, dans les carburants, de leur adjoindre 80% de taxes? D'autres ressources naturelles, l'étain, l'argent et autres métaux précieux ont été remplacés dans le passé par des substituts plus abondants et moins onéreux. Le remplacement de la céramique par l'or en dentisterie en fait partie. Revenant à l'énergie, le photovoltaïque et l'énergie éolienne ont vu leurs performances techniques et économiques s'affirmer au cours de la dernière décennie et ne sont pas au bout de leur courbe de progrès. L'hydrogène, d'origine thermique, électrique ou biologique, est une voie qui reste prometteuse et la récupération du CO₂ associée à son stockage en couches géologiques profondes, autorisant une combustion vraiment propre du charbon, n'est pas du domaine de la science-fiction, sans oublier l'énergie nucléaire, qui offre encore de grands espaces de progrès et qui a sa place dans une politique de développement durable. Et à l'évidence, subsistent dans de nombreux domaines, en commençant par les transports et le secteur domestique, de substantielles possibilités d'amélioration de l'efficacité énergétique. Dans ce domaine comme dans d'autres, la Chine aujourd'hui trace la voie.

Dans le domaine des technologies nouvelles de l'information et des communications, on doit à nouveau souligner l'immense progrès au niveau de l'humanité que représente le téléphone portable et tout particulièrement le GSM qui permet de relier entre eux plus d'un milliard d'êtres humains et a rendu possible en peu de temps l'équipement de zones déshéritées là où l'installation de téléphones fixes était économiquement hors de portée. L'Internet à haut débit est une révolution du même ordre.

L'erreur à ne pas commettre serait cependant de vouloir apporter une réponse technique à des problèmes qui ne le sont pas. Sur ce point, le présent ouvrage met l'accent sur un certain nombre de questions vitales pour l'avenir de nos civilisations.

Le premier a trait aux situations d'irréversibilité vis-à-vis desquelles la technique est à tout jamais impuissante.

Les risques d'irréversibilité

On connaît la situation désespérée dans laquelle se trouve la mer d'Aral qui est évoquée dans la première partie de livre et pour laquelle, tout au mieux, peut-on espérer sauvegarder une « mini mer d'Aral ». D'autres problèmes d'épuisement des ressources en eau, bien plus sérieux que celui de l'épuisement des ressources énergétiques, se posent dans le monde. Ils sont d'ores et déjà à l'origine de conflits permanents et appellent des solutions politiques, au Moyen Orient notamment.

Le problème du réchauffement climatique, est probablement, compte tenu de l'inertie des phénomènes, à la limite de l'irréversibilité et si, les analyses sont correctes, la sensibilisation des populations et de leurs responsables politiques est sans doute très en dessous de ce qu'appelle l'urgence de la situation. Il ne s'agit plus de se contenter de mesures de rafistolage écologique mais de repenser le schéma de croissance en y associant les pays en développement. Ceci est incontestablement l'un des challenges les plus difficiles auxquels les responsables politiques sont confrontés.

Le recul de la biodiversité, sur lequel nous reviendrons, fait aussi partie de ces périls imminents.

Il nous paraît essentiel d'identifier toutes ces situations de risque d'irréversibilité et de s'attaquer à elles en priorité avant qu'il ne soit trop tard.

Mondialisation et perte de la diversité

La deuxième question, à la base de nombreuses controverses, est celle de la mondialisation. La mondialisation est souvent confondue par métonymie dans l'esprit du grand public avec l'internationalisation des transports et l'action des sociétés transnationales. En fait l'internationalisation des circuits économiques et financiers n'est qu'un aspect du problème. La mondialisation, la suppression des frontières est partout : dans le domaine des loisirs, de l'information, de la santé (SRAS, SIDA, vache folle etc.), des télécommunications, des langues et de la culture (via Internet notamment), des pollutions (disparition de la couche d'ozone, effet de serre), de la corruption.

Et là survient le dilemme : il ne fait aucun doute que les échanges ont été et restent un facteur de fertilisation croisée et de progrès entre les peuples. Mais simultanément apparaît le risque d'uniformisation et de perte de diversité sociale et culturelle. Or l'une des richesses de ce monde, fruit de l'évolution de millions d'années, est sa diversité. Perdre sa diversité, c'est appauvrir son patrimoine et aussi se positionner en situation de plus grande vulnérabilité face à un avenir incertain. Ce qui est valable pour la biodiversité, l'est aussi pour les cultures et les civilisations. N'oublions que sur les 6 000 langues que compte le monde, une disparaît toutes les deux semaines. Bien sûr, « *le moderne se contente de peu* » (Paul Valéry).

La recherche d'un nouvel ordre mondial

Par réaction voire instinct de survie, les peuples tentent de se réorganiser pour contrecarrer une impression de solitude et d'angoisse face à des organisations et à des phénomènes qui les dépassent.

Les micro états, le nationalisme, le régionalisme, les tendances autonomistes, les sectes, les groupements de défense les plus divers, le retour à des réflexes ancestraux de conflits entre civilisations nomades et sédentaires sont autant de manifestations d'un dérèglement profond de l'ordre dans lequel vivait plus ou moins bien le monde depuis deux siècles environ.

Le changement d'échelle intervenu dans la mondialisation apporte un bouleversement sans précédent depuis l'avènement de la civilisation industrielle qui avait remplacé la famille comme cellule de base de la société, dans un monde essentiellement agricole, par des structures plus évoluées articulées autour des Etats. Or la mondialisation a fait voler en éclats le pouvoir des Etats et le monde est en quête de structures nouvelles de remplacement.

Pour cette raison, « *Pour que la Planète vive* » consacre des développements assez longs au thème de la gouvernance mondiale car nous pensons qu'il est au cœur du problème du Développement Durable. La difficulté à construire l'Europe, et même à éviter que ne se déconstruisent les acquis auxquels elle est déjà parvenue, est une illustration manifeste de la quête vers de nouveaux repères et vers de nouvelles structures qui soient capables de prendre en charge les problèmes transversaux qui se posent à la civilisation humaine.

L'histoire du protocole de Kyoto, dont on ne sait encore à l'heure où sont écrites ces lignes comment elle se conclura, est intéressante moins au regard de ce que contient le protocole lui-même comme potentialités réelles de contenir l'effet de serre que comme l'illustration de la difficulté pour les nations actuelles à trancher des problèmes d'intérêt commun.

La décision de Genève de remettre en chantier dans le domaine agricole la négociation avortée de Cancun est indice légèrement positif de la volonté d'aller de l'avant. Mais il y a loin de la parole aux actes.

On sent bien qu'une grande réforme de tous les organismes internationaux, nés de la dernière guerre mondiale, serait souhaitable. Mais qui peut en prendre l'initiative et sur quels principes devrait-on les refonder. Le monde politique, au niveau mondial, ne manque t-il pas aujourd'hui d'hommes ayant la vision et le charisme suffisants, de la trempe de ceux que la guerre avait eu au moins le mérite de

révéler ? A moins que les structures ne soient si complexes qu'une phase de pourrissement soit inévitable avant de pouvoir à nouveau les faire avancer.

Parmi les problèmes qui appelleraient une prise en charge par une gouvernance mondiale, il y en a au moins trois que le présent travail met clairement en évidence : celui de la gestion des biens communs, celui des pays au niveau de développement zéro et celui de la corruption.

La gestion des biens communs

La notion de bien commun, qu'il s'agisse de l'eau, de l'air et des ressources énergétiques, a déjà été évoquée ci-dessus. On pourrait y adjoindre les problèmes de l'épuisement des ressources de la mer, de l'exploitation excessive de l'espace, de la dénaturation des paysages et de la saturation de la capacité la terre à se régénérer. Ces notions prennent une importance de plus en plus grande dans un monde où la ville sera bientôt le cadre de vie très largement majoritaire pour les 7 ou 8 milliards d'habitants qui peupleront notre planète. Déjà malmenés par l'industrialisation, y compris celle de l'agriculture, ces biens communs de l'humanité justifieraient que soient acceptés au niveau mondial un certain nombre de règles de base, comme l'Union Européenne s'est engagée à le faire au travers de la Directive sur l'Eau et que des sanctions crédibles puissent être évoquées à l'égard des pays qui viendraient à ne pas les respecter.

L'accès aux biens essentiels

Le décollage des pays encore sous développés pose quant à lui celui de l'accès aux biens essentiels, c'est-à-dire à ceux qui sont indispensables à un être humain pour pouvoir vivre dignement : l'eau, la nourriture, les soins et les médicaments, la formation et l'éducation. Nous y consacrons des développements assez longs qui devront d'ailleurs être complétés ultérieurement. Les problèmes de santé à eux seuls le justifient : avec la diminution d'espérance de vie dans certains pays liée en autres choses aux ravages du SIDA, avec le déclin démographique qui s'ensuit, dans plusieurs pays d'Afrique sub-saharienne mais aussi dans l'ex-URSS.

Bien que ceci donne lieu à débat, nous ne pensons pas que l'accès aux biens essentiels relève de l'économie de marché conventionnelle. Les phénomènes ne sont pas linéaires. Il ne sert à rien d'avoir dix pains par jour mais l'écart de situation est immense entre celui qui n'a qu'un demi pain par jour et celui qui n'en a pas du tout. L'investissement initial ne peut venir que d'ailleurs. C'est pour cela que l'aide au développement, dont la faiblesse, notamment lorsqu'elle vient des Etats-Unis, est souvent insoupçonnée du grand public, devrait être accrue sensiblement et rapidement pour atteindre, au moins, l'objectif retenu, à titre indicatif, par la Conférence de Monterrey (0,7% du PIB des nations développées). Il ne s'agit pas ici de s'éterniser en palabres et discussions mais d'agir. Les sommes ne sont pas si considérables. L'effet de serre n'est pas en cause. Nous voyons un risque de voir ces problèmes, qui sont absolument cruciaux pour 1,5 milliard d'hommes, occultés par des débats d'un autre niveau. Il faut reconnaître qu'à défaut de gouvernance mondiale digne de ce nom, la société civile, au travers des ONG, remplit un vide que rien ne vient pour l'instant combler.

La lutte contre la corruption

Il est indispensable en contrepartie que les pays bénéficiant du soutien international fassent davantage d'efforts pour lutter contre la corruption. La corruption n'est pas le propre de ces pays et elle sévit partout. Le cas des « affaires » : Enron, Parmalat etc. est là pour le rappeler. Mais les conséquences de la corruption sont d'autant plus dramatiques que les structures qu'elle affecte sont fragiles. Il n'est pas apparu aux auteurs qui se sont penchés sur ce problème que la situation ait significativement progressé dans le bon sens au cours des années récentes.

A la base de la réflexion, n'oublions pas la démographie

Enfin pour conclure, nous voudrions souligner l'importance de la démographie et de la gestion de la démographie.

Dans les pays en développement, la mise en place d'une administration de l'état-civil est un préliminaire indispensable à toute politique de soutien social et d'aménagement du territoire. Mais les pays développés devraient eux aussi être plus attentifs à ces questions et leurs responsables politiques devraient avoir le courage de s'en saisir.

Sait-on que la Chine, où l'expansion démographique a été contenue au prix de mesures drastiques, se heurte à présent à un déséquilibre préoccupant des naissances entre filles et garçons (117 garçons pour 100 filles) ?

Sait-on que le Japon, censé il y a encore 15 ans devenir le maître du monde, est, au rythme actuel, purement et simplement menacé d'atrophie par déclin démographique. Avec un taux de fécondité de 1,29 enfant par femme, la population du Japon pourrait tomber de 127 millions de personnes aujourd'hui à 100 millions en 2050 et 64 millions en 2100. Une telle évolution menace également certains pays occidentaux, l'Allemagne en particulier, et à un moindre degré la France.

L'efficacité d'une politique active de la famille donne lieu à débat et la démographie est le résultat de multiples facteurs qui affectent la vie de chacun. Mais les chiffres sont ceux qu'ils sont. Alors que nos économies souffrent d'un chômage devenu endémique, se profile à un horizon pas tellement éloigné le risque d'un déclin démographique et d'un manque de main d'œuvre dans des domaines spécifiques.

Il serait temps de se saisir du problème de façon non émotionnelle et de faire de ce sujet, l'un des rares sur lesquels le pouvoir politique a encore une influence directe, un sujet de réflexion de façon à être à même d'organiser une politique rationnelle d'immigration, expression duale des échanges commerciaux avec les pays avec lesquels nous sommes en rapport.